

## Tribune politique de Raymond Thevenin: les entretiens franco-allemands (RTL, 14 février 1964)

**Source:** RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Tribune Thévenin sur entretiens franco-allemands / RAYMOND THÉVENIN, Jacques Fauvet.- Paris: RTL [Prod.], 14.02.1964. RTL, Paris. - SON (00:14:39, Montage, Son original).

**Copyright:** (c) Archives RTL

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/tribune\\_politique\\_de\\_raymond\\_thevenin\\_les\\_entretiens\\_franco\\_allemands\\_rtl\\_14\\_fevrier\\_1964-fr-e077add-e25a-4cab-89ad-42b0b31d9c36.html](http://www.cvce.eu/obj/tribune_politique_de_raymond_thevenin_les_entretiens_franco_allemands_rtl_14_fevrier_1964-fr-e077add-e25a-4cab-89ad-42b0b31d9c36.html)

**Date de dernière mise à jour:** 04/09/2012

## Tribune politique de Raymond Thevenin: les entretiens franco-allemands (RTL, 14 février 1964)

Notre tribune politique hebdomadaire, Raymond Thévenin, vous avez la parole.

Et bien, j'ai autour de moi aujourd'hui Jacques Fauvet du « Monde », Georges Broussine de « La Nation » et Jean-Claude Vajou de « Combat ». Je pense que le sujet nous est un peu imposé, Messieurs, par l'actualité et que nous pourrions parler des entretiens franco-allemands qui se déroulent actuellement à Paris. Jacques Fauvet.

En effet, ces entretiens sont au centre de l'actualité française et même internationale. Les Allemands ont deux amours ou deux alliés : la France et l'Amérique. Or, il se trouve que ces deux pays sont en désaccord sur à peu près tout. Sur tout même ! Si j'étais Allemand, moi, j'écouterais plutôt les Français en ce moment, car les échecs des Américains ne se comptent plus à travers le monde. La Chypre, c'est un échec, au Vietnam, ce n'est pas un succès, à Panama, c'est un échec, à Cuba, ça n'est pas un triomphe et on vient de nous apprendre qu'à Genève, ça ne va pas mieux. De sorte que je me mets à la place du chancelier qui doit être tout de même assez déchiré parce qu'il tient à l'alliance américaine, à l'amitié américaine, il tient aussi à l'amitié française, or ces deux pays, je le répète, sont en désaccord sur tout. C'est pourquoi je ne m'étonne pas que les entretiens aient été très cordiaux, je m'étonnerais s'ils eurent été très positifs.

Georges Broussine.

Et bien, évidemment nous ne savons pas ce qui s'est passé au cours de ces entretiens. C'est trop tôt, nous aurons peut-être des indications un peu plus tard mais – bien sûr, je ne suis pas tout à fait d'accord avec Jacques Fauvet, je ne crois pas que le chancelier Erhard soit aussi déchiré...

Son gouvernement est déchiré, c'est vrai.

Enfin !...

Sa personne ne l'est pas, d'ailleurs elle ne donne pas l'apparence d'un homme déchiré.

Non, mais il n'est pas déchiré parce que personne ne lui a demandé de choisir entre les États-Unis et la France. Il y a une politique américaine, il y a une politique française, mais il y a aussi une politique franco-allemande, et on ne voit pas pour quelle raison le chancelier Erhard aurait à choisir. D'ailleurs, les Allemands vous le disent et le chancelier lui-même le déclare ouvertement, ce qu'il refuse, c'est le choix entre Paris et Washington. Et ce choix, Paris en tout cas ne lui demande pas de le faire. Donc, je ne crois pas au déchirement. Par contre, je crois que ces entretiens... bien sûr ils s'inscrivent dans, je ne dis pas dans une routine, mais dans une habitude maintenant. Ce sont des entretiens qui sont prévus dans le cadre du traité franco-allemand de coopération, ce n'est pas une rencontre exceptionnelle, il n'y a pas de questions particulièrement brûlantes à traiter entre la France et l'Allemagne et si donc les résultats ne sont pas spectaculaires, c'est parce qu'il n'y a pas entre la France et l'Allemagne de problèmes particulièrement gênants. Il n'y a pas, comme on dit, de contentieux franco-allemand. Comme l'a dit le ministre de l'Information français, monsieur Alain Peyrefitte, entre la France et l'Allemagne aujourd'hui, les relations sont bonnes.

Jean-Claude Vajou.

Vous venez de parler, mon cher Broussine, de l'accord franco-allemand de coopération et cela m'intéresse particulièrement, car l'accord franco-allemand de coopération prévoyait des consultations entre les deux gouvernements, entre Bonn et Paris, sur des questions d'intérêt mutuel. Or, que je sache, il n'y a pas eu de consultation entre Paris et Bonn avant la reconnaissance de la Chine populaire par la France. Donc, je suppose que, en venant à Paris, le chancelier Erhard est venu tout de même avec au cœur un certain nombre d'inquiétudes. En particulier, je suppose que la politique française vis-à-vis de l'Otan doit inquiéter le chancelier Erhard. En particulier dans la mesure où certains ministres ne cachent pas que le général de

Gaulle considère l'Otan un peu comme un bidule – je m'excuse de l'expression, elle n'est pas de moi – comme un bidule qui sert la politique américaine avant tout. D'autre part, Bonn s'est étonné des visites nombreuses effectuées par des parlementaires français en Allemagne de l'Est. Est-ce que ces visites préparent à une reconnaissance de Pankow ? On vient d'assister à un certain nombre de visites de parlementaires français dans le monde, en particulier en Chine populaire. Peu de temps après, on a appris que la Chine populaire allait être reconnue par le gouvernement français. Également, une mission parlementaire française s'est rendue au Brésil, le lendemain on apprenait un échange de lettres entre le président Goulard et le président de Gaulle. Donc, est-ce qu'il faut tirer un certain nombre de conclusions de ces voyages de parlementaires français en Allemagne de l'Est ? Je pose la question à Broussine.

Et bien, puisque vous la posez à Broussine, il va vous répondre.

Mais bien sûr, bien sûr, et avec joie, mon cher Vajou. Tout d'abord, je voudrais répondre à l'impression que vous avez, le sentiment que vous tirez de ces visites de parlementaires français qui sont suivies, dites-vous, de certaines conclusions politiques.

Seraient-elles donc insignifiantes ?

Je vous ferais remarquer premièrement que la visite de parlementaires français en Chine a eu lieu après la décision du gouvernement français d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. Ça, c'est un premier point. Le deuxième point, la visite des parlementaires français en Allemagne de l'Est... La visite, je dis bien, parce que vous avez dit plusieurs et vous avez même dit de nombreuses visites.

Il y a eu plusieurs visites en effet.

Moi, je n'ai pas d'autre souvenir, je connais cette visite, mais je sais aussi que le ministère français des Affaires étrangères a publié récemment, il y a quelques jours, hier ou avant-hier, un communiqué dans lequel il indique qu'il déplore cette visite.

Et comment se fait-il qu'un certain nombre de députés UNR faisaient partie de cette délégation ?

Et bien, des députés aiment voyager, il faut leur laisser le soin de...

C'est exact.

...de voyager, de s'informer mais il ne faut pas tirer de conclusions politiques de ces visites. La visite au Brésil est assez différente.

Nous n'entretenons pas de relations diplomatiques avec eux encore.

Je ne veux de toute façon pas entrer, si vous voulez, dans le débat. La visite des parlementaires dans ce débat-là, la visite des parlementaires français à l'Est était sans doute une erreur, le ministre français des Affaires étrangères l'a dit. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, il n'y a pas de quoi s'inquiéter, et je vous le dis à vous puisque cela vous inquiète, mon cher Vajou, je tiens à vous rassurer, la visite des parlementaires français à l'Est ne signifie pas du tout que le gouvernement français a l'intention de reconnaître l'Allemagne de l'Est...

Personnellement, ça ne m'inquiète pas...

...bien au contraire...

...je dis que ça inquiète Bonn.

Mais alors, je ne crois pas que Bonn, d'ailleurs, soit sérieusement inquiet et je ne crois même pas que les journaux allemands soient inquiets. Mais je voudrais répondre encore si Fauvet dont je vois qu'il a un peu

envie de parler, il trouve que je m'exprime un peu trop longuement, s'il me permettait de répondre sur les deux autres points qu'à soulevés notre confrère Vajou...

Rapidement, Broussine.

Oui, j'essaie d'être aussi rapide que je peux ! ...si vous me le permettez. Alors, Vajou nous dit aussi, le chancelier Erhard était très ennuyé par la politique du général de Gaulle à l'égard de l'Otan, ce bidule. Je voudrais faire une distinction, il est certain que la France demande depuis longtemps, et d'ailleurs l'Allemagne en est d'accord ainsi que tous les alliés atlantiques européens, une réorganisation de l'Organisation de la défense occidentale, l'Otan. Ce n'est pas l'alliance, c'est l'organisation de la défense. Par contre, le général de Gaulle à plusieurs reprises a déclaré publiquement et en privé qu'il était fidèle à l'Alliance atlantique. On peut demander la réforme de la manière dont cette alliance fonctionne, c'est-à-dire de la défense atlantique...

Oui.

...mais on est fidèle à l'Alliance atlantique ! Et ça, jamais personne en France n'a mis en cause l'Alliance atlantique. Ça, c'est un point et je peux vous assurer aussi que le chancelier Erhard, selon moi, en est parfaitement persuadé.

Cher Broussine.

Maintenant une dernière seconde sur les consultations, c'est un point un peu sensible. Une dernière seconde, Fauvet me le permettra, j'en suis sûr.

Une dernière et une seconde seulement.

Vajou nous dit, les Allemands sont très ennuyés de voir que la France a pris une décision en ce qui concerne la Chine sans les consulter, alors que le traité prévoit des consultations mutuelles sur les problèmes d'intérêt commun. Or, peut-on dire sérieusement – d'ailleurs, je voudrais préciser que les problèmes d'intérêt commun dans le traité, il s'agit des problèmes d'intérêt commun très particuliers, vraiment très importants – peut-on dire vraiment que le problème de la reconnaissance ou de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine soit un problème d'intérêt commun franco-allemand ?

Mais naturellement.

Non seulement je n'en suis pas sûr...

Les conséquences d'une telle reconnaissance sont fort importantes, car vous savez très bien que la question qui se pose maintenant, c'est la question de l'admission de la Chine populaire à l'ONU, or...

Mais l'Allemagne n'est pas à l'ONU, alors ce n'est pas un...

Exactement.

...un problème d'intérêt commun. Mais je voudrais tout de même, puisque Broussine a la gentillesse de nous laisser placer quelques mots, rappeler que le voyage des parlementaires à Pankow est quand même important. Parce que peut-être, puisqu'on vient de s'apercevoir que la Chine existe, s'apercevra-t-on bientôt que l'Allemagne de l'Est existe. Il est étrange de découvrir que 700 millions de Chinois existent en Asie et d'ignorer que 17 millions d'Allemands sont fort proches de nous ! Car c'est à 250 kilomètres de Strasbourg, sauf erreur, qu'ils sont là. Et je pense que lorsque le général de Gaulle qui jusqu'alors n'avait que mépris même dans la voix pour le système de Pankow – et la Prusse, la Saxe, car il n'a jamais prononcé le mot de République démocratique allemande – le jour où le général de Gaulle récemment a paru considérer, attacher de la considération à l'existence de Pankow, c'était déjà un progrès vers, non pas la reconnaissance du gouvernement de Pankow, mais devant la reconnaissance de l'existence d'une autre Allemagne que celle de

l'Ouest. Et d'ailleurs, là aussi, si le général de Gaulle a reconnu la Chine, il a eu raison et il n'a aucune raison d'attendre que les autres le fassent pour le faire lui-même. Je suis convaincu qu'un jour les Allemands de l'Ouest qui n'ont qu'une idée, c'est de retrouver leurs compatriotes de l'Est, voudront considérer et reconsidérer leur position à l'égard de Pankow, le général de Gaulle sera le premier à le faire et il ne se laissera pas gagner là non plus. Par conséquent, c'est un problème important que le voyage des parlementaires, dont quatre députés gaullistes, en Allemagne de l'Est, quoique vous en disiez. Et moi, je trouve scandaleux, en tout cas surprenant, que le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Affaires étrangères, membre du gouvernement du général de Gaulle, puisse désavouer un voyage effectué par quatre parlementaires UNR. Car cela nous rappelle, mon cher Broussine, les pires errements de la Quatrième République où l'on disait oui d'un côté, non de l'autre, et l'on reprenait d'une main ce que l'on donnait de l'autre.

Est-ce que vous...

Car l'UNR est bien représentée au gouvernement, puisque c'est même un parti majoritaire.

Le secrétaire général de l'UNR a laissé partir quatre des siens...

Messieurs, vous permettez ?

Non, écoutez, je pense qu'on ne va pas faire un procès aux parlementaires, au gouvernement...

Voyons.

...essayer de tirer des conclusions et faire de l'exégèse sur ce point-là. À mon avis, selon moi, ça n'a pas beaucoup d'importance, je tiens à vous rassurer, mon cher Fauvet, je tiens à vous assurer, mon cher Vajou, que le gouvernement français n'a aucunement l'intention de modifier la politique qu'il suit déjà depuis très longtemps à l'égard de l'Allemagne de l'Est. Je tiens également à vous assurer qu'il n'y a aucune comparaison – à vous assurer, dans la mesure où je peux vous assurer de quelque chose en tant qu'observateur politique bien entendu, je ne suis le porte-parole de personne –...

Je vous ai compris, mon cher Broussine.

...mais tout de même...

Vous êtes plus assuré que le ministre des Affaires étrangères.

Le ministre des Affaires étrangères me paraît parfaitement assuré, en tout cas il faudrait le lui demander et pas à moi. Mais en tout cas, je pense que cette exégèse est inutile, moi, je connais la politique du gouvernement français à l'égard de l'Allemagne de l'Est. Cette politique est claire, précise, il ne s'agit pas de reconnaître l'Allemagne de l'Est, et vous m'accorderez, mon cher Fauvet, qu'il n'y a aucune comparaison possible entre le gouvernement de Pankow et la situation qui se trouve en Chine. Vous ne pouvez pas, absolument pas, comparer. Mais moi, je voudrais vous parler d'autre chose.

Les Américains ont vu là quand même un signe. Et c'est un motif de plus de méfiance entre les deux pays, c'est important psychologiquement.

On ne peut pas empêcher les gens de tirer des conclusions. Vous en tirez vous-même, mais je pense qu'on a tort, et tout simplement c'est pas la peine de s'étendre trop parce qu'il y a un autre sujet qui me paraît important et très intéressant, et plus intéressant que tout cela, qui doit à mon avis être au centre des entretiens Erhard-De Gaulle. C'est celui-ci : je ne crois pas que le chancelier Erhard vienne manifester à De Gaulle une insatisfaction particulière. Au contraire, tous les articles que j'ai lus dans la presse de Bonn montrent que le chancelier Erhard s'est rallié aujourd'hui, malgré les craintes qu'en avaient certains, y compris vous-même, enfin en tout cas dans votre journal, y compris dans le vôtre, le chancelier Erhard s'est rallié au traité franco-allemand de coopération et à l'amitié franco-allemande...

Mais il ne manquerait plus que ça, il a signé !

Et maintenant je pense que le centre des entretiens, les entretiens portent surtout sur les problèmes européens...

Écoutez, mon cher Broussine, je vous arrête.

Vous n'êtes pas sérieux de dire que l'acquis de cette conférence, de cette réunion d'aujourd'hui, et le ralliement du chancelier Erhard, membre du gouvernement Adenauer auparavant, se rallie au traité de coopération franco-allemand !

Disons que c'est la manifestation publique...

Non.

...plus publique qu'auparavant...

Ce que je constate...

...plus publique qu'auparavant de ce ralliement.

Vous permettez, ce que je constate, c'est que nous n'avons pas encore nous-même prononcé le nom d'Europe et que normalement l'entretien franco-allemand aurait dû porter sur l'Europe.

Et comment savez-vous qu'il n'a pas été porté sur l'Europe ?

Tout simplement parce que l'on sait très bien que le chancelier Erhard le 9 janvier a prononcé, je crois devant le Bundestag, un discours dans lequel il disait, il laissait entendre qu'il prendrait une initiative sur l'Europe politique. Qu'il a été ensuite en Italie et que les Italiens lui ont dit « pas question d'union politique actuellement » ! Qu'il a consulté les Anglais qui n'en veulent pas, plus qu'auparavant, et que sur ce point extrêmement précis c'est un échec total.

Je ne suis pas du tout d'accord avec vous.

Mais je ne suis absolument pas d'accord avec vous. Je pense qu'on va parler d'Europe, je pense que le chancelier Erhard a...

En parlant d'Europe, vous constatez qu'on ne progresse pas !

...je pense que le chancelier Erhard a toujours dans l'idée l'extension du traité franco-allemand de coopération aux Six et je ne pense pas comme vous...

Mais les Quatre autres n'en veulent pas !

...que l'éventualité...pourquoi les Quatre ?

Les Quatre autres n'en veulent pas.

Non, ne soyons pas si définitifs. Les choses peuvent changer et les choses ne sont pas si tranchées que vous voulez bien le dire. Aussi bien je pense que dans les entretiens, ce qu'il y a de positif, surtout dans les entretiens franco-allemands de Paris, c'est d'abord l'extension du Marché commun, le développement du Marché commun, la mise en œuvre du Marché commun – ce qui est très important – le Kennedy Round, la discussion tarifaire avec les admissions qui est également très important et aussi l'avenir de l'union politique de l'Europe. Et je crois que...

Mais, Broussine, on voit très mal...

Un mot, Jean-Claude Vajou, pour conclure, s'il vous plaît !

On voit très mal actuellement un accord politique concernant l'Europe naître à partir d'un accord bilatéral entre la France et l'Allemagne. C'est inconcevable.

Et d'ailleurs...

Jacques Fauvet.

...il y a une raison supplémentaire, c'est que le gouvernement allemand lui-même, comme d'ailleurs le gouvernement italien, n'est pas d'accord avec lui-même. Car les ministres allemands et les ministres italiens sont fondamentalement divisés sur l'union politique européenne.

Absolument.

Et bien, moi, j'ai confiance que l'Europe se fera et je pense que la France est un bon artisan...

Mais elle se fera, mais peut-être pas demain.

...de la construction politique de l'Europe.

Et à cause de qui vous savez.

Nous avons tout le temps...sûrement pas ! Je pense qu'au contraire le général de Gaulle aujourd'hui fait la seule politique qui peut permettre un jour de construire une véritable union politique de l'Europe.

Mon cher Broussine, voulez-vous me permettre de dire que cette conférence est terminée et je rappelle à nos auditeurs qu'autour de ce micro il y avait ce soir Jacques Fauvet du « Monde », Georges Broussine de « La Nation » et Jean-Claude Vajou de « Combat ».